

## Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité

In: Genèses, 9, 1992. pp. 7-24.

---

Citer ce document / Cite this document :

Wallerstein Immanuel. Trois idéologies ou une seule ? La problématique de la modernité. In: Genèses, 9, 1992. pp. 7-24.

doi : 10.3406/genes.1992.1134

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1992\\_num\\_9\\_1\\_1134](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1992_num_9_1_1134)

---

## TROIS IDÉOLOGIES

## OU UNE SEULE ?

LA PROBLÉMATIQUE  
DE LA MODERNITÉ.*Immanuel Wallerstein*

L'époque contemporaine, au point de vue de l'histoire des idées ou de l'histoire de la philosophie politique, est assez bien connue. On la résumerait sans grand peine en disant qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle trois grandes idéologies politiques ont vu le jour – le conservatisme, le libéralisme et le socialisme – qui n'ont cessé ensuite de s'affronter les unes les autres à travers des avatars constamment renouvelés.

Tout le monde, ou presque, s'accorderait à cet égard pour considérer deux propositions générales comme vraies. Primo, l'origine de ces idéologies doit être cherchée dans la nécessité qui s'est fait sentir de répondre sur le plan de l'action publique aux nouvelles mentalités qui s'étaient forgées à la suite de la Révolution française. Secundo, aucune de ces idéologies n'a jamais trouvé une configuration définitive : bien au contraire, il pourrait sembler que chacune d'entre elles existe sous autant de variantes qu'il se trouve d'idéologues.

Sans doute le sentiment est-il largement partagé que certains clivages essentiels existent entre ces idéologies. Néanmoins, dès qu'on regarde de plus près l'histoire des idées ainsi que celle des luttes politiques, la confusion est telle que le plus grand désaccord règne sur ce que sont ce ou ces éléments «essentiels».

L'accord, en réalité, n'existe même pas sur le nombre des idéologies qu'on doit distinguer. Il n'est pas rare que des théoriciens et des hommes politiques veuillent prouver qu'au fond ce nombre se réduit à deux, même si le couple auquel aucun entend ramener la liste classique des trois idéologies est à chaque fois différent. En d'autres termes il y a toujours des conservateurs pour mettre dans le même sac libéralisme et socialisme, des libéraux pour

# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein

*Trois idéologies ou une seule ?*

en faire autant avec le conservatisme et le socialisme, enfin des socialistes qui ne voient pas de différence sérieuse entre le conservatisme et le libéralisme.

La chose est curieuse, assurément, mais ce n'est pas tout, loin de là. Le mot même d'«idéologie», dans ses usages successifs, n'a jamais été revendiqué avec assurance. En d'autres termes les idéologues se sont toujours défendus de l'être. Non pas, évidemment, Destutt de Tracy qui passe pour avoir inventé le mot : mais très vite Napoléon l'a retourné contre lui pour suggérer que l'idéologie (désignée comme un pur système d'idées ou un idéalisme) doit céder la place au réalisme politique.

Un demi-siècle plus tard, dans l'*Idéologie allemande*. Marx utilisait le mot à son tour pour caractériser une vision du monde réel à la fois partielle et intéressée, une vision de classe qu'il s'agirait précisément de dépasser pour lui subsister la science (reflétant les perspectives de la classe ouvrière, la classe universelle). Mannheim, dans l'entre-deux-guerres, enfonçait le clou. D'accord avec Marx sur la nature des idéologies, mais ajoutant le marxisme lui-même à la liste, il voulait dépasser toutes les idéologies au moyen des utopies (dans lesquelles il voyait le reflet de la perspective des intellectuels, extérieurs à toutes les classes). Enfin, après la deuxième guerre mondiale, Daniel Bell exprimait la lassitude éprouvée par ces mêmes intellectuels aussi bien envers les idéologies qu'envers les utopies. En proclamant la fin des idéologies, il visait surtout le marxisme, suggérant de le dépasser au moyen d'une sortie de libéralisme douceâtre, fondé sur la conscience des limites de la politique.

Ainsi, pendant presque deux cents ans, le concept d'idéologie a-t-il représenté quelque chose de négatif, qu'il s'agissait toujours de récuser, de dépasser<sup>1</sup>. Mais cela nous permet-il de comprendre de quoi il s'agit, quel phénomène est visé par ce concept d'«idéologie» ?

En guise de réponse, je formulerai cinq interrogations, qui devraient nous permettre de cerner la problématique de la «modernité», terme lui-même étroitement lié aux idéologies :

1. En quoi consiste la distinction entre une *Weltanschauung* ou «conception du monde» et une «idéologie» ?
2. Qui est le «sujet» de l'idéologie ?
3. Quelle relation y a-t-il entre les idéologies et les États ?

1. Voir par exemple, Robert, qui dans le *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, offre trois définitions de l'idéologie. La première fait référence à Destutt de Tracy qui désignerait par ce mot «la science qui a pour objet l'étude des idées».

La deuxième, qualifiée entre parenthèses de «péjorative» et faisant référence à Napoléon, se lit : «Analyse, développements, discussions portant sur des idées creuses, sur des abstractions sans aucun rapport avec les faits et la réalité positive, philosophie vague et nébuleuse, souvent inspirée d'un idéalisme naïf» (vol. 3, p. 601-602). La troisième fait référence à la philosophie marxiste.

4. Combien d'idéologies différentes peut-on véritablement identifier ?

5. Peut-on vraiment dépasser les idéologies, c'est-à-dire se passer d'elles ?

A ces questions je n'offre aucune réponse définitive.

### «*Weltanschauung*» et «idéologie»

On connaît l'anecdote, probablement apocryphe, selon laquelle, au soir de la prise de la Bastille, Louis XVI aurait demandé au duc de Liancourt : «Est-ce donc une émeute ?» Et celui-ci de répondre : «Non, Sire, c'est une révolution»<sup>2</sup>. Je ne reprendrai pas ici la question de l'interprétation de la Révolution française, si ce n'est pour dire qu'une de ses conséquences majeures pour le système-monde fut précisément de «normaliser» cette idée que, sur la scène politique – au moins pour ce qui concerne le monde dit «moderne» – le changement, la nouveauté, la transformation, voire la révolution, n'avaient rien d'exceptionnel. Ce qui, d'abord, apparaissait comme une norme statistique se transforma dans les esprits en reconnaissance implicite d'une norme morale. C'est dans ce sens que Labrousse a pu faire de l'An II «une espèce de coupure» à partir de laquelle «la révolution a pris son tour prophétique et annonciateur, que s'est accumulée toute une idéologie à retardement»<sup>3</sup>. Ou comme le dit Watson : «la Révolution [...] c'est l'ombre sous laquelle vécut tout le XIX<sup>e</sup> siècle» ; j'ajouterais pour ma part : le XX<sup>e</sup> siècle aussi. La Révolution marqua le début de l'apothéose de la science newtonienne de la nature forgée au XVII<sup>e</sup> siècle et de l'idée du Progrès historique forgée au XVIII<sup>e</sup> : ce qu'on appelle communément la modernité.

Or la modernité est à la fois une certaine réalité et une certaine *Weltanschauung*, une vision du monde qui en a remplacé (et même conduit au tombeau) une autre que, pour souligner précisément son caractère dépassé, on a désignée de l'expression d'Ancien Régime. Sans doute cette nouvelle réalité, cette nouvelle vision du monde n'étaient-elles pas entérinées par tout le monde de la même façon. Certains lui firent bon accueil, d'autres la rejetèrent, d'autres encore n'eurent pas les idées claires à son sujet. Cependant très peu n'en furent pas conscients. L'anecdote concernant Louis XVI, à cet égard, énonce une vérité.

2. Ferdinand Brunot, *Histoire de la langue française des origines à 1900*. IX, 2<sup>e</sup> partie, Paris, Armand Colin, 1937, p. 617.

3. Ernest Labrousse, «1848-1830-1789 : Comment naissent les révolutions ?» *Actes du Congrès historique du Centenaire de la Révolution de 1848*, Paris, PUF, 1949, p. 29.

# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein  
*Trois idéologies ou une seule ?*

La manière dont, au sein de l'économie-monde capitaliste, les gens ont réagi à cette «coupure», ont affronté ce véritable bouleversement imposé par le choc de la Révolution française : la «normalisation» du changement politique, devenu quelque chose d'inévitable, se produisant régulièrement, fait partie intégrante de l'histoire culturelle de ce système-monde. N'aurions-nous pas profit, alors, à concevoir les «idéologies» comme *l'une* des modalités historiques de réponse au bouleversement, à la coupure ? De ce point de vue, une idéologie ne serait pas elle-même une *Weltanschauung* : elle serait une réponse (parmi d'autres) à l'avènement de cette *Weltanschauung* qui s'appelle la modernité<sup>4</sup>.

Clairement, la première réaction idéologique, presque immédiate, dut provenir de ceux qui étaient le plus profondément choqués, et même révoltés, par cette modernité, par ce culte du changement et du Progrès, par ce rejet acharné de l'«ancien». Ce furent les Burke, Maistre, Bonald qui, d'abord, inventèrent cette idéologie que l'on a appelée par la suite le «conservatisme». Un grand conservateur britannique, Lord Cecil, dans un ouvrage écrit en 1912 est destiné à présenter au grand public la doctrine du conservatisme, y soulignait précisément le rôle de la Révolution française dans la naissance de l'idéologie : admettant qu'à toute époque existe sans doute une sorte de «conservatisme naturel», mais soulignant bien qu'avant 1790 il n'avait rien existé «qui ressemblât à une doctrine conservatrice consciemment soutenue.<sup>5</sup>»

Certes, dans l'interprétation des conservateurs, la Révolution française n'était que «l'aboutissement d'un processus historique d'atomisation sociale qui avait commencé avec les doctrines du nominalisme, de la dissidence religieuse et du rationalisme scientifique, ainsi qu'avec la destruction de ces groupements, de ces institutions et de ces certitudes intellectuelles sur lesquelles avait reposé le Moyen Age<sup>6</sup>». L'idéologie conservatrice fut donc «réactionnaire» en ce sens immédiat qu'elle fut une réaction négative à l'avènement de la modernité, qui se fixa pour but soit (chez les opposants les plus durs) de la renverser totalement, soit (chez les plus avisés) de limiter ses effets et de contenir autant que possible ses développements.

Comme toute idéologie, le conservatisme fut donc avant tout un programme politique, sachant bien que, pour se réaliser, il lui fallait garder ou reconquérir le pouvoir dans

4. Les idéologies ne seraient qu'une des modalités de réponse à la modernité. J'en ai repéré trois en tout : les idéologies, les sciences sociales, les mouvements antisystémiques. Je développe ce thème dans un article antérieur : Immanuel Wallerstein, «La Révolution Française, événement historique de portée mondiale», *Historiens et Géographes*, n° 327, mars-avril 1990, p. 217-226.

5. Lord Hugh Cecil, *Conservation*, London, Oxford University Press, 1912, p. 39.

6. Robert A. Nisbet, «Conservation and Sociology», *American Journal of Sociology*, vol. 58, n°2, September. 1952, p. 168-169.

l'État, que les institutions étatiques étaient l'instrument essentiel de cette réalisation. Quand les forces conservatrices sont revenues au pouvoir en France en 1815, elles ont baptisé cet événement une «Restauration». Mais, comme on le sait, elles n'ont pas pu vraiment revenir au point de départ. Louis XVIII a dû faire la concession de proclamer une «Charte», et quand Charles X a essayé de pousser plus loin la réaction, il a été chassé au profit de Louis-Philippe, qui prit le titre modernisé de «Roi des Français<sup>7</sup>».

L'étape suivante fut la constitution du libéralisme, qui se définit lui-même par rapport au conservatisme, sur la base de ce qu'on peut appeler une «conscience de modernité<sup>8</sup>». Le libéralisme a toujours assumé sa position au centre, se proclamant lui-même universaliste<sup>9</sup>. Postulant la certitude et la vérité de cette nouvelle vision du monde qu'était la modernité, il s'est proposé de la propager, de faire pénétrer sa logique propre dans toutes les institutions, et de supprimer toutes les survivances «irrationnelles» du passé, en combattant les idéologues conservateurs dominés par la crainte de tous les hommes libres<sup>10</sup> et libérés des fausses idoles de la tradition. En d'autres termes les libéraux ont pris conscience du fait que le progrès, même s'il est inévitable, ne peut s'effectuer sans un effort humain, sans un programme politique. L'idéologie libérale, ce fut donc le projet de garantir que l'histoire suivrait son cours, par le réformisme pensé, continu, intelligent, et sachant que «le temps est l'ami universel, qui apporte à la longue un plus grand bonheur à des gens toujours plus nombreux<sup>11</sup>».

Le socialisme fut la dernière idéologie à se constituer : avant 1848 il ne se considérait pas lui-même clairement comme une idéologie distincte. La raison en était surtout que ceux qui commençaient à se nommer eux-mêmes «socialistes» se voyaient partout comme les héritiers et les partisans de la Révolution française, ce qui ne les distinguait pas vraiment de ceux qui, au même moment, commençaient à se nommer «libéraux»<sup>12</sup>. Même en Grande-Bretagne, où la Révolution française était honnie et où les «libéraux» affichaient une autre ascendance, les «radicaux» (qui s'apparentaient aux futurs «socialistes») apparaissaient avant tout comme des «libéraux» d'un genre plus militant.

En effet, ce qui distingue surtout le socialisme du libéralisme, comme programme politique et donc comme idéologie, c'est la conviction que, pour faire avancer vraiment le progrès, il faut lui donner un grand coup de main,

7. Pour Louis XVIII, c'était vraiment une concession essentielle. Dans sa déclaration de St-Ouen, le futur Louis XVIII se disait résolu à «adopter une constitution libérale», qu'il désignait par le nom de «charte». Bastid constate que «le terme de Charte dont les acceptations dans l'ancien temps étaient multiples et variées, rappelait surtout les souvenirs des libertés communales». Et il ajoute que «pour les esprits libéraux, elle évoquait naturellement la Grande Charte anglaise de 1215». Selon Bastid, «Louis XVIII n'aurait jamais pu se faire accepter par le pays s'il n'avait pas satisfait en quelque manière ses aspirations à la liberté». Pour l'amour-propre du Roi, on créait la fiction d'une Charte «octroyée». Quand Louis-Philippe, à son tour, proclama une Charte en 1830, elle ne fut plus «octroyée», mais «consentie». Paul Bastid, «la théorie juridique des Chartes», *Revue internationale d'histoire politique et constitutionnelle*, n.s., vol. 3, n° 11, juillet-septembre 1953, p. 163-164.

8. K.R. Minogue, *The Liberal Mind*, London, Methuen, 1963, p. 3.

9. «C'est à l'humanité comme telle que les libéraux, sans exception importante, se sont adressés» : D.J. Manning, *Liberalism*, London, JM Dent and Sons, 1976, p. 80.

10. Dans *La Chartreuse de Parme*, le révolutionnaire, Ferrante Palla, se présente toujours comme «un homme libre».

11. J. Salwyn Schapiro, *Liberalism and the Challenge of Facism : Social Forces in England and France (1815-1870)*, New York, Mc Graw-Hill, 1949, p. 13.

12. Plamenatz soutient qu'il y avait quatre tendances parmi les opposants à la Monarchie de Juillet qu'on peut classer «à gauche», et qui ont ensuite soutenu la Révolution de 1848 : mais d'après lui ce qui les caractérisait tous n'est pas l'étiquette de «socialistes», c'est celle de «républicains», John Plamenatz, *The Revolutionary Movement in France, 1815-1870*, London, Longman Green, 1952, p. 47 et passim.

# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein  
*Trois idéologies ou une seule ?*

faute de quoi il reste à la traîne. L'essentiel de leur programme, en d'autres termes, a consisté dans le projet d'accélérer le processus historique. C'est la raison pour laquelle le mot de «révolution» à leurs oreilles sonnait mieux que le mot de «réforme», dans lequel s'exprimait seulement l'idée d'une attente des circonstances, d'un travail politique patient et consciencieux.

En résumé, face à la modernité, face à la «normalisation» du changement politique, trois attitudes se révélaient possibles : circonscrire le mal autant que faire se peut, achever de faire le bonheur des gens le plus rationnellement possible, ou bien accélérer le cours du Progrès en affrontant la forte résistance qui lui faisait obstacle. C'est au cours des années 1815-1848 qu'on a commencé à employer les étiquettes de conservatisme, de libéralisme et de socialisme pour caractériser ces trois attitudes.

Chacune de ces idéologies, remarquons-le, s'est définie d'abord en prenant position contre quelque chose. Le conservatisme fut le rejet de la Révolution française. Le libéralisme fut le rejet du conservatisme (et de l'Ancien Régime auquel celui-ci voulait retourner). Et pour finir le socialisme fut le rejet du libéralisme. C'est cet élément fondamental de critique, de négation, dans la façon même dont elles se définissent, qui explique pourquoi il y a tant de versions différentes de ces idéologies. Sur le plan de l'affirmation, du credo positif, les propositions les plus variées et parfois les plus contradictoires ont fleuri au sein de chaque camp. L'unité véritable de chaque famille idéologique venait de ce à quoi elle s'opposait. Ce qui n'est pas une petite chose en vérité, à preuve le fait que la négation a réussi à cimenter les idéologies pendant 150 ans, au moins jusqu'en 1968, date sur laquelle nous reviendrons.

## **Le «sujet» de l'idéologie**

Si les idéologies sont bien des programmes politiques pour affronter la modernité, il leur faut à chacune un «sujet», ou un acteur politique principal. Dans le langage du monde moderne, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, cette question s'est définie comme la question de la souveraineté. La Révolution française avait pris là-dessus une position absolument nette : contre la souveraineté du monarque absolu, elle avait proclamé la souveraineté du «peuple».

La création de ce nouveau langage de la «souveraineté populaire» est une des grandes réussites de la modernité. Même si pendant un siècle entier on a pu mener contre elle des combats d'arrière-garde, on n'est plus jamais arrivé à faire tomber de son trône la nouvelle idole, le «peuple». Mais c'était là une victoire fictive. Derrière l'accord sur la souveraineté du peuple, désormais presque universel, un désaccord de fond surgissait : qui était «le peuple» ?

Or, sur cette question des plus épineuses, aucune des trois idéologies n'avait vraiment une position claire. Ce qui n'empêche qu'aucune d'entre elles n'aurait accepté de reconnaître l'obscurité de sa propre logique.

La position la moins équivoque en apparence était la position libérale. Pour les libéraux, le «peuple» est constitué par l'ensemble des «individus», dépositaires ultimes de tous les droits politiques, économiques, culturels. L'individu est le «sujet» historique de la modernité par excellence. Comme il est évidemment hors de question de passer ici en revue l'énorme littérature concernant l'individualisme, je me limiterai à repérer ce qui me semble être les trois difficultés autour desquelles se noue le débat.

1. Tous les individus sont dits égaux. Mais une telle déclaration peut-elle être prise à la lettre ? Évidemment non s'il s'agit d'autonomie du droit à la décision. Personne ne songerait à autoriser un nouveau-né à prendre des décisions de façon autonome. Mais alors quel âge faut-il atteindre pour pouvoir exercer pleinement ce «droit» ? Depuis toujours les réponses ont varié. Mais si les «enfants» sont laissés de côté, en raison de ce qu'on considère comme le manque de maturité suffisante, il s'ensuit que l'individu autonome est quelqu'un que d'autres jugeront en possession de ce minimum de capacité. Et dès lors qu'une question de jugement intervient pour ouvrir l'accès au plein exercice des droits, d'autres catégories peuvent être éliminées : les vieillards séniles, les imbéciles, les aliénés, les délinquants emprisonnés, les membres des classes dangereuses, les démunis... Cette liste, évidemment, n'a rien d'exotique : je ne la mentionne pas pour y trancher, mais simplement pour constater la difficulté qu'il y a à tracer une ligne de démarcation indiscutable, isolant les individus ayant droit aux droits de ceux à qui les autres peuvent légitimement en refuser l'exercice.



# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein

*Trois idéologies ou une seule ?*

2. Même si l'on s'en tient aux individus dûment reconnus comme «responsables», ou jouissant de la plénitude des droits, il arrivera que la volonté des uns fasse obstacle à la réalisation de celle des autres. Mais comment faudrait-il considérer cette entrave ? Comme un aléa de la vie sociale inévitable, qu'il faut savoir supporter, ou comme une atteinte à la liberté d'autrui, qu'il faudrait prévenir ou sanctionner ? Question des plus délicates, qui n'a jamais reçu qu'une réponse mitigée et imparfaite de la part des systèmes politiques nationaux aussi bien que des philosophies politiques.

3. Même si tous les individus jouissant des droits (les «citoyens») s'abstiennent de porter atteinte à la liberté d'autrui, il arrivera qu'ils ne seront pas tous d'accord sur telle ou telle décision à prendre collectivement. Comment trancher la question, réconcilier les positions des uns et des autres ? Toute la question de la démocratie politique est là.

Ce qu'on peut accorder aux libéraux, c'est que, du moins, ils ont abondamment discuté sur la question de savoir qui est cet individu qui détient la souveraineté. Chez les conservateurs et les socialistes une discussion analogue devrait exister, puisque chacun se réclame d'un «sujet» tout à fait différent de l'individu, mais elle est beaucoup moins explicite. Le «sujet» n'est pas l'individu, certes, mais quel est-il ? C'est très difficile à dire. Voyons Edmund Burke dans ses *Réflexions sur la Révolution en France* :

La nature de l'homme est très compliquée. Les objets de la société sont de la plus grande complexité. C'est pourquoi aucune décision unilatérale, aucun pouvoir discrétionnaire n'est compatible ni avec la nature humaine ni avec la bonne marche de ses affaires<sup>13</sup>.

Si on ne savait pas qu'il s'agit d'un texte dirigé contre les révolutionnaires français, on pourrait croire qu'il s'agit d'une dénonciation de la monarchie absolue. Mais les choses se clarifient quand on lit le texte d'un discours prononcé dix ans auparavant : «Les individus passent comme des fantômes, mais le bien public (*commonwealth*) demeure stable et identique»<sup>14</sup>.

La réponse faite par un Bonald était assez différente, parce qu'elle reposait sur l'insistance sur le rôle de l'Église. Il y a cependant une base qui appartient en commun à toutes les variantes de l'idéologie conservatrice, c'est l'importance qu'elles confèrent aux groupes sociaux,

13. Cité par R.J. White, éd., *The Conservative Tradition*, London, Nicholas Kaye, 1950, p. 28.

14. «Speech on the Economic Reform», 1870, cité par Steven Lukes, *Individualism*, Oxford, Basil Blackwell, 1973, p. 3.

tels que les familles, les corporations, les Églises, les ordres, dont elles font le sujet politique. Autrement dit elles donnent toutes la priorité à ce qui est censé être «traditionnel» (et donc incarner la continuité), sans pour autant s'identifier à une «totalité» quelconque.

Pour Bonald, la grande erreur de Rousseau et de Montesquieu fut de «rêver [...] un état de pure nature antérieure à la société [...]» Tout au contraire, «la véritable nature de la société est [...] le dernier état de société ou la société publique...<sup>15</sup>». Pourtant cette définition est un piège pour son propre auteur, parce qu'elle valorise tellement l'actualité immédiate qu'elle interdit pratiquement toute «restauration». Ce qui, en fait, n'est jamais clair dans l'analyse conservatrice, c'est la façon dont on pourrait identifier les groupes qui incarnent la continuité (on ne sait déjà pas quel est le lignage royal légitime)<sup>16</sup>.

Mais ce qui intéresse avant tout les polémistes conservateurs n'est pas la précision logique. Ce qu'ils veulent, c'est lancer un avertissement contre les agissements d'une majorité qui serait constituée par l'addition des bulletins de vote. Leur sujet à eux est beaucoup moins «actif» que celui des libéraux. A leurs yeux les bonnes décisions sont celles qui se prennent lentement et rarement, et qui pour la plupart ont déjà été prises.

Si les conservateurs récusent l'individu comme sujet de l'histoire pour privilégier les petits groupes dits «traditionnels», les socialistes le récusent également, mais au bénéfice du grand groupe qui est l'ensemble du peuple. Le mot même de «socialiste» l'indique. Analysant la pensée socialiste à ses débuts, G.D.H. Cole a dit :

Les «socialistes» furent ceux qui, à l'encontre de l'insistance prédominante sur les droits de l'individu, ont souligné l'élément social dans les relations humaines, et ont cherché à mettre en avant les questions sociales dans le grand débat autour des droits de l'homme lancé par la Révolution française et, simultanément, par la révolution intervenue dans le champ économique<sup>17</sup>.

Mais s'il est difficile de savoir quels individus forment le peuple, et encore plus difficile de savoir de quels «groupes» il est constitué, le plus difficile de tout c'est de définir la volonté générale de la totalité du peuple. Comment la connaître ? Et d'abord qui prendre en compte ? Les citoyens, les nationaux ? Pourquoi se limiter et ne pas considérer toute l'humanité ? Par quelle logique pourrait-on le justifier ? Quel rapport y-a-t-il, en pratique, entre la

15. Louis de Bonald, *Législation primitive considérée par la raison*, Paris, Éd. Jean-Michel Place, 1988, p. 87 (1<sup>ère</sup> éd. 1802).

16. Comme le note Tudesq, «L'opposition légitimiste à la Monarchie de Juillet est une opposition de notables à l'ordre établi...». Est-ce que les légitimistes ne se conforment pas ainsi à l'esprit même défini par Bonald : «La véritable nature de la société est... le dernier état de la société ou la société publique»? ; André-Jean Tudesq, *Les grands notables en France (1840-1849). Étude historique d'une psychologie sociale*, 2 vol., Paris, PUF, 1964, p. 235.

17. G.D.H. Cole, *A History of Socialist Thought*, vol. 1 : *Socialist Thought : The Forerunners, 1789-1850*, New York, St Martin's Press, 1953.

volonté générale et la volonté de tous ? De cette complexité découlent toutes les difficultés rencontrées plus tard par les mouvements socialistes au pouvoir.

En somme ce que les trois idéologies nous ont proposé n'est pas une réponse, mais tout au plus un triple point de départ pour la quête du «sujet» susceptible d'incarner la souveraineté du peuple : l'individu dit libre, pour les libéraux ; les groupes dits traditionnels, pour les conservateurs ; le groupe entier formant la «société», pour les socialistes.

## Idéologies et États

Ce «sujet» qui est le peuple a un «objet» privilégié : l'État. C'est au sein de l'État que le peuple exerce sa volonté, qu'il est souverain. En même temps, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, on nous dit que le peuple forme une Société. Comment réconcilier État et Société ? Telle est la grande antinomie intellectuelle de la modernité.

Ce qui étonne, quand on regarde de près le discours des trois idéologies sur cette antinomie, c'est le fait que toutes trois prennent le parti de la Société et s'affichent en adversaires de l'État. Leurs arguments sont bien connus. Pour les libéraux purs et durs, il faut dissocier l'État de la vie économique et réduire ses fonctions au minimum. La doctrine du laissez-faire signifie que l'État n'est que le veilleur de nuit. Pour les conservateurs ce qu'il y avait d'effrayant dans la Révolution française n'était pas seulement son individualisme, mais aussi et surtout son étatisme. L'État ne peut que devenir tyrannique lorsque sont mis en question les groupes intermédiaires auxquels s'attachent les loyautés primaires des hommes : famille, Église, corporation<sup>18</sup>. Enfin l'on connaît le slogan de Marx dans le *Manifeste communiste* : «La bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparé de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne. Le gouvernement représentatif moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière<sup>19</sup>».

Il n'empêche que les idéologues ne cessent de nous expliquer que cet État, objet de leur critique, les tenants des autres idéologies ont mis la main dessus. En vérité chacune des trois idéologies a grand besoin de l'État pour faire passer son propre programme. N'oublions pas qu'une idéologie est avant tout un programme politique.

18. Voir la discussion des vues de Bonald dans Robert A. Nisbet «De Bonald and the Concept of the Concept of the Social Group», *Journal of History of Ideas*, vol. 5, n° 3, June 1944, p. 318.

19. Karl Marx, *Manifeste du parti communiste*, trad. de Laura Lafargue, Paris, Éditions Sociales, 1959, p. 17.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on dénonce de tous côtés l'incohérence des socialistes, dont la plupart, en dépit de leur credo anti-étatique, ont immédiatement revendiqué le renforcement du pouvoir d'État. L'anarchisme vrai a toujours été très minoritaire.

Le conservatisme, du moins, ne professait-il pas un anti-étatisme plus sérieux ? Ne s'opposait-il à l'accomplissement des réformes par l'État ? Pas du tout, en réalité. Car il faut prendre en compte la «dissolution des mœurs» dans laquelle les conservateurs voient une conséquence de la modernité. Pour lutter contre la décadence de la société actuelle, pour restaurer l'ancienne société, il leur fallait nécessairement se servir de l'État. Comme on a pu le dire du grand leader conservateur anglais des années 1840, Sir Robert Peel, «il croyait qu'une constitution qui institue un exécutif fort était indispensable à l'époque anarchique dans laquelle il vivait<sup>20</sup>».

Voyez encore la façon dont Halévy explique l'évolution de la position conservatrice vis-à-vis de l'État pendant la «réaction Tory» du début du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre :

En 1688 et dans les années qui suivirent, le roi se considérait et était considéré par l'opinion, comme étant le souverain. On pouvait toujours craindre qu'il aspirât à établir le caractère absolu de sa souveraineté : et l'indépendance de tous les pouvoirs de l'État (exécutif, législatif, judiciaire) vis-à-vis de son autorité constituait une limitation réfléchie de la prérogative royale, un système d'assurances contre l'absolutisme monarchique. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est le peuple qui en Amérique, en France, en Angleterre même, affirme, ou veut affirmer, sa souveraineté ; et c'est contre lui que tous les trois pouvoirs proclament leur indépendance. Les tories sont maintenant, à la place des whigs, les avocats d'institutions dont la signification a changé pendant que la forme en demeurerait immuable : c'est le roi qui est le président de la ligue formée par les trois pouvoirs pour défendre leur autonomie contre le nouveau prétendant à la souveraineté absolue<sup>21</sup>.

Voilà qui est limpide. Les conservateurs restent toujours prêts à renforcer la structure étatique dans la mesure où il s'agit de freiner l'élan populaire qui pousse au changement. C'est bien ce que disait Lord Cecil en 1912 : «Aussi longtemps que l'action de l'État ne devient pas injuste ou oppressive, on ne peut pas dire que les principes du conservatisme y soient opposés<sup>22</sup>».

Mais du moins les libéraux, ces champions de la liberté de l'homme, de la liberté du marché, restèrent fidèles à leur hostilité envers l'État ? Mais non ! Dès le

20. Norman Gash, «Peel and the Party System, 1830-1850», *Transactions of the Royal Historical Society*, 5th ser., vol. 1, 1951, p. 52.

21. Elie Halévy, *L'Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, Tome 1 : *L'Angleterre en 1815*, Paris, Hachette, 1973, p. 38-39.

22. Lord H. Cecil, *Conservation*, op. cit., p. 192.

# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein  
*Trois idéologies ou une seule ?*

début les libéraux se trouvaient pris dans une contradiction fondamentale : défenseurs de l'individu et de ses droits face à l'État, ils furent poussés par cette logique même dans la direction du suffrage universel, seule garantie d'un État démocratique. Dès lors, l'État devint l'agent principal de toutes les réformes destinées à libérer les individus de toutes les contraintes sociales venues du passé. Ce deuxième terme de la contradiction conduisait à mettre l'idée du droit positif au service des buts de l'utilitarisme.

Une fois de plus Halévy en a très clairement vu les conséquences :

La doctrine «utilitaire» n'est pas seulement, elle n'est peut-être pas fondamentalement une doctrine libérale : elle est encore une doctrine autoritaire, qui exige l'intervention consciente et en quelque sorte scientifique du gouvernement pour réaliser l'harmonie des intérêts. Avec le temps Bentham, qui avait commencé par être, dans sa jeunesse, un adepte de la théorie du «despotisme éclairé», s'est converti à l'opinion démocratique ; mais il a sauté en quelque sorte à pieds joints par-dessus la théorie du gouvernement aristocratique, du gouvernement mixte, de l'équilibre des pouvoirs, par dessus la théorie suivant laquelle la politique doit avoir pour objet d'affranchir les individus en affaiblissant, en divisant autant que possible, la souveraineté. Une fois le pouvoir mis en harmonie, par suffrage très étendu, avec les intérêts du plus grand nombre, il n'y a plus lieu de le tenir en suspicion : l'autorité gouvernementale est un bien sans mélange<sup>23</sup>.

Et ceci faisant que «les conservateurs devenaient les avocats du libéralisme vrai, du vieux *self-government* aristocratique et des fonctions gratuites contre un système nouveau de despotisme bureaucratique, exercé par des fonctionnaires rétribués<sup>24</sup>».

Mais, direz-vous peut-être, le Benthamisme ne fut qu'un dérapage du véritable libéralisme : pour trouver celui-ci il faudrait se tourner vers les économistes classiques, théoriciens du «laissez-faire»... Rappelons alors comment les choses se passèrent au moment de l'adoption des «Factory Acts», cette première grande réforme sociale de la Grande-Bretagne du XIX<sup>e</sup> siècle : toutes les grandes têtes économiques se prononcèrent en leur faveur, phénomène dont prit acte Alfred Marshall<sup>25</sup>. Depuis lors le grand État bureaucratique moderne ne cesse d'avancer, et son expansion se fait sous l'égide des régimes libéraux successifs. Lorsqu'en 1911 Hobhouse écrit son livre sur le libéralisme pour répondre à celui de Lord Cecil sur le conservatisme, voici comment il justifie cette expansion de l'État : «La fonction de la contrainte

23. E. Halévy, *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., Tome 2, *Du lendemain de Waterloo à l'avènement de Sir Robert Peel (1815-1841)*, p. 381.

24. *Ibid*, p. 380.

25. Voir J.B. Conliffe, *The Commerce of Nations*, London, George Allen and Unwin, 1951, p. 262, n° 16.

étatique est de l'emporter sur (*override*) la contrainte individuelle, et, bien entendu, sur la contrainte que pourrait exercer n'importe quelle association d'individus au sein de l'État<sup>26</sup>».

Sans doute les justifications invoquées par chacune des idéologies pour expliquer cet étatisme peu avouable sont-elles différentes. Pour les socialistes l'État réaliserait la volonté générale. Pour les conservateurs, l'État protégerait les droits traditionnels contre la volonté générale. Pour les libéraux, l'État ferait en sorte que les droits individuels puissent s'épanouir. Mais dans tous les cas on en arrive en fin de compte à un renforcement de l'État vis-à-vis de la Société, tout en proclamant l'inverse.

## Combien d'idéologies ?

Cet embrouillamini, cette confusion intellectuelle régnant autour du thème des rapports État-Société, nous aide à comprendre pourquoi on n'a jamais pu savoir avec certitude combien d'idéologies distinctes sont nées au juste au XIX<sup>e</sup> siècle. Trois ? Deux ? Une seule ? Je viens d'exposer les arguments qui, conformément à la tradition, suggèrent une trinité. Voyons maintenant comment les trois peuvent se réduire à deux.

Dans la période allant de la Révolution française jusqu'aux révolutions de 1848, il semble bien qu'aux yeux des contemporains la division essentielle était celle qui opposait, d'une part ceux qui acceptèrent le Progrès comme inévitable et souhaitable, et donc acceptèrent la Révolution française en la considérant dans l'ensemble comme un événement positif, et d'autre part, ceux qui prirent parti contre ce bouleversement des mœurs, en le considérant comme globalement néfaste. La grande division se fit donc entre libéraux et conservateurs, et les «radicaux», les «jacobins», les «républicains», les «socialistes» ne purent apparaître que comme une variété de libéraux un peu plus militants. Dans *Le curé de village*, Balzac fait s'exclamer un évêque : «Nous sommes obligés de faire des miracles dans une ville industrielle où l'esprit de sédition contre les doctrines religieuses et monarchiques a poussé des racines profondes, où le système d'examen né du protestantisme et qui s'appelle aujourd'hui le libéralisme, quitte à prendre demain un autre nom, s'étend à toutes choses<sup>27</sup>». Tudesq nous rap-

26. L.T. Hobhouse, *Liberalism*, London, Oxford University Press, 1911, p. 146.

27. Éd. La Pléiade, vol. 9, p. 702.

# DOSSIER

Conservatisme, libéralisme,  
socialisme

I. Wallerstein

Trois idéologies ou une seule ?

pelle qu'en 1840 un journal légitimiste *l'Orléanais*, décrivait un autre journal, *Le Journal du Loiret* comme une «feuille libérale, protestante, saint-simonienne, lamennaisienne<sup>28</sup>». Ce n'était pas tout à fait faux, parce que «l'idée de Progrès... constituait l'essentiel et l'inspiration centrale de la philosophie saint-simonienne de l'histoire<sup>29</sup>».

D'ailleurs cette alliance libérale-socialiste plongeait ses racines dans la pensée libérale et égalitariste du XVIII<sup>e</sup> siècle, en lutte contre la monarchie absolue<sup>30</sup>. Elle continua de se renforcer au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'effet de l'intérêt croissant que les deux idéologies portaient à la productivité, dans laquelle elles voyaient l'une et l'autre le principe de base de la politique sociale de tout État moderne<sup>31</sup>.

Avec l'avènement de l'utilitarisme, il put sembler que l'alliance était définitivement scellée. Les conservateurs ne manquèrent pas d'en tirer argument :

«La tactique employée par les tories pour discréditer la doctrine utilitaire consiste à dénoncer en elle une philosophie antinationale, imprégnée d'influences étrangères, et en particulier d'influences françaises. La politique des disciples de Bentham, n'est-ce pas la politique démocratique des jacobins ? Leurs doctrines morales et juridiques ne dérivent-elles pas de Helvétius et de Beccaria, leur psychologie de Condillac, leur philosophie de l'histoire, leur économie politique, de Condorcet et de Jean-Baptiste Say ? Ne sont-ils pas irréligieux à la manière de Voltaire ? Bentham n'a-t-il pas rédigé en français, fait apparaître à Paris ses «Traité de Législation» ? Mais les utilitaires peuvent répondre que toutes les idées soi-disant françaises, dont on les accuse de vouloir se faire les importateurs, sont en réalité de vieilles idées anglaises, temporairement dénationalisées<sup>32</sup>.

Encore une fois, ce n'était pas faux. Brebner parle, lui, et d'ailleurs avec sympathie, du côté «collectiviste» de Bentham, en se posant la question : «Qu'étaient donc les Fabiens, sinon des Benthamiens d'une époque postérieure ?<sup>33</sup>». Et il ajoute que John Stuart Mill fut déjà en 1830 «ce qu'on pourrait appeler un libéral socialiste<sup>34</sup>».

En revanche, à partir de 1830, on commence à voir se creuser entre libéraux et socialistes une séparation très nette, et qui allait devenir profonde après 1848 : or cette date marque précisément le début du rapprochement entre conservateurs et libéraux. Hobsbawm pense que la grande conséquence de 1830 fut de rendre possible à nouveau une politique de masse, tout en faisant triompher en France, en Angleterre et surtout en Belgique, mais aussi pour une part en Suisse, en Espagne et au Portugal, un libéralisme «modéré», ce qui eut pour effet de «scinder les

28. A.J. Tudesq. *Les grands notables en France*, op. cit., vol. 1, p. 125-126.

Il ajoute que la division des notables en «Libéraux» et en «Traditionnalistes» ou contre-révolutionnaires est antérieure à 1830 (p. 129, n. 57).

29. Walter M. Simon, «History for Utopia : Saint-Simon and the Idea of Progress», *Journal of the History of Ideas*, vol. 17, n°3, June 1956, p. 330. cf. D.J. Manning, *Liberalism*, op.cit., p. 83-84.

30. Voir Simone Meyssonier, *La balance et l'horloge. La genèse de la pensée libérale en France au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Montreuil, Éd. de la Passion, 1989, p. 137-156 et passim.

31. Voir E.S. Mason, «Saint-Simonisme and the Rationalism of Industry», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 45, August 1931 : «Et le saint-simonisme et le libéralisme économique ont évolué dans la direction de ce que nous appelons aujourd'hui la rationalisation économique» (p. 681).

32. E. Halévy, *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., Tome 1, p. 555.

33. Bartlett Brebner, «Laissez-Faire, and State Intervention in Nineteenth-Century Britain», *The Tasks of Economic History*, *Journal of Economic History*, Supplement VIII, 1948, p. 66.

36. *Ibid.*, p. 69

34. Eric J. Hobsbawm, *The Age of Revolution, 1789-1848*, New York, World Publishing, A Mentor Book, 1962, p. 146.

modérés des radicaux<sup>35</sup>». Cantimori, voyant ce problème dans une perspective italienne, pense que la question d'un divorce entre ces deux tendances resta en suspens jusqu'en 1848. Jusqu'alors, dit-il, «le mouvement libéral... n'avait rejeté aucun moyen : ni l'appel à l'insurrection, ni l'action politique en vue de réformes<sup>36</sup>». Ce n'est qu'après que se consumma le divorce entre les deux tactiques.

Voilà ce qu'il faut comprendre. Après 1848, on ne parlait plus guère de Saint-Simon. C'est plutôt autour des idées marxistes que le mouvement socialiste tendra à s'organiser. Car ce qui était en cause n'était plus simplement la pauvreté, à laquelle on pourrait toujours remédier par la réforme, mais c'était désormais la déshumanisation apportée par le capitalisme. Il fallait donc renverser celui-ci totalement<sup>37</sup>.

Au même moment les conservateurs commencèrent à se rendre compte des services que le réformisme pouvait rendre à des fins conservatrices. Sir Robert Peel, aussitôt après le «Reform Act» de 1832, se présenta devant les électeurs avec une profession de foi devenue célèbre, le «Tamworth Manifesto», méthode «qui apparut aux contemporains comme presque révolutionnaire<sup>38</sup>» ; non seulement parce que ce manifeste comportait l'acceptation du Reform Act comme une loi «définitive et irrévocable», mais parce que cette prise de position était annoncée au Peuple plutôt qu'au Parlement, ce qui à l'époque produisit «une énorme sensation<sup>39</sup>».

Du même coup, les conservateurs prirent acte de leur convergence avec les libéraux sur l'importance de protéger la propriété, même si ce qui les intéressait eux-mêmes dans la propriété était avant tout la continuité qu'elle représentait et le fondement qu'elle offrait à la vie de la famille, de l'Église, et des autres solidarités sociales<sup>40</sup>. Mais au-delà de cette convergence philosophique, il y avait la menace concrète de la révolution réelle, comme le notait Lord Cecil : «C'est une composante indispensable d'une résistance efficace au jacobinisme que de mettre en œuvre des réformes modérées selon la manière conservatrice<sup>41</sup>».

Pour finir, ne négligeons pas la troisième voie selon laquelle s'opère la réduction de la trinité idéologique à une simple dualité : le rapprochement conservateur-socialiste face au libéralisme, même si cette modalité est la plus insolite. Le caractère «conservateur» du socialisme saint-simonien a souvent été remarqué, ses racines bonaldiennes

36. Delio Cantimori, «1848 en Italie», in F. Fejtő, éd., *Le printemps des peuples : 1848 dans le monde*, Paris, Éditions de Minuit, vol. 1, 1948, p. 288.

37. Voir Leszek Kolakowski, *Main Currents of Marxism : Its Rise, Growth, and Dissolution*, Oxford, Clarendon Press, 1978, p. 222.

38. E. Halevy, *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle*, op. cit., Tome 2, p. 456.

39. *Ibid.* p. 456, n° 1, où il cite l'article paru dans le *Quarterly Review* d'avril 1865 dans lequel il est écrit : «Quand donc, auparavant, un Premier Ministre a-t-il estimé utile de faire connaître au Peuple [...] ? ».

40. Voir R.A. Nisbet, *The Sociological Tradition*, New York, Basic Books, 1966, p. 26.

41. Lord H. Cecil, *Conservation*, op. cit., p. 64.



## DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein

*Trois idéologies ou une seule ?*

ont été soulignées<sup>42</sup>. Ce qui fait la jonction entre les deux camps est évidemment le réflexe anti-individualiste. Symétriquement, le caractère «socialiste» de la pensée du conservateur Carlyle a été souvent fustigé par les libéraux, notamment Hayek<sup>43</sup> : cette fois, c'est le côté «social» de la pensée conservatrice qui est mis en cause. Et Lord Cecil, une fois de plus, l'avoue sans détours :

On suppose généralement que les Conservateurs et les Socialistes s'opposent directement. Ce n'est pas tout à fait vrai. Le conservatisme moderne hérite des traditions du toryisme, qui était favorable à l'action et à l'autorité de l'État. N'oublions pas que M. Herbert Spencer a attaqué le socialisme en le désignant comme une renaissance du toryisme [...]<sup>44</sup>.

Remarquons ici que l'alliance des libéraux et des socialistes nous mène à une sorte d'idéologie libérale-socialiste, et que l'alliance des libéraux et des conservateurs nous mène à une sorte d'idéologie libérale-conservatrice<sup>45</sup>. On ne se trouve donc, en fin de compte, qu'en face de deux variantes de l'idéologie libérale. L'alliance des conservateurs et des socialistes, qui semble plus étonnante, ne fut au début qu'une tactique passagère. Et cependant on se demandera si elle n'a pas été élaborée plus tard, d'une façon plus durable, par les divers «totalitarismes» du XX<sup>e</sup> siècle, dans la mesure où ils consacraient une sorte de traditionnalisme à la fois populiste et socialisant. Si c'est le cas, ces totalitarismes n'en représentaient pas moins par là-même une façon de situer le libéralisme au centre de la scène, comme l'anti-thèse d'un drame manichéen. Mais derrière cette façade d'opposition acharnée, on trouve encore comme soubassement des revendications de tous les régimes issus de cette nouvelle formule la même foi dans le Progrès par la productivité qui constitue l'évangile des libéraux. De cette façon il se pourrait bien qu'on en arrive à la conclusion que le conservatisme socialiste (ou le socialisme conservateur) est lui aussi, en un sens, une variante du «libéralisme» : sa forme diabolique. Mais alors, ne serait-il pas plus juste de dire qu'il n'y a jamais eu qu'une seule idéologie véritable depuis 1789 : le libéralisme, qui s'est déployé sous trois variantes particulières ?

Il ne fait pas de doute qu'un tel énoncé devrait être élaboré de façon historique. La période 1789-1848 apparaîtrait comme une grande lutte idéologique entre un conservatisme échouant finalement à trouver une consistance achevée et un libéralisme en quête d'hégémonie

42. Voir Frank E. Manuel, *The New World of Henri Saint-Simon*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1956, p. 320 ; et aussi Georg G. Iggers, *The Cult of Authority : The Political Philosophy of the Saint-Simonians. A chapter in the Intellectual History of Totalitarianism*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1958, p. 99.

43. Frederik A. von Hayek, *The counter-Revolution of Sciences : Studies on the Abuse of Reason*, Glencoe, Ill. Free Press, 1952, p. 157, qui accuse Carlyle d'être le grand responsable de l'introduction des idées saint-simonniennes en Angleterre.

44. Lord H. Cecil, *Conservatism*, op. cit., p. 169.

45. Voir la discussion dans D.J. Manning, *Conservatism*, op. cit., p. 169. *Liberalism*, op. cit., p. 106-107.

culturelle. La période 1848-1914 (ou 1917) apparaîtrait comme une période dans laquelle le libéralisme domine sans partage au centre du système-monde, tandis que le marxisme s'efforce, mais sans y parvenir complètement, de constituer l'idéologie socialiste en pôle indépendant. On pourrait enfin (mais c'est là que les résistances seraient les plus fortes) considérer la période qui va de 1917 à 1968 (ou 1989) comme représentant l'apothéose du libéralisme à l'échelle mondiale, le léninisme apparaissant dans ce cadre comme une idéologie violemment opposée au libéralisme, bien qu'en réalité il n'en constituât qu'un avatar<sup>46</sup>.

## Dépasser les idéologies ?

Et maintenant, peut-on «dépasser» ces idéologies, autrement dit cette idéologie libérale dominante ? La question est ouvertement posée, elle l'est périodiquement, surtout depuis la révolution mondiale de 1968. En effet à quoi s'attaquaient donc les révolutionnaires de 1968, sinon au libéralisme comme idéologie particulière parmi les trois qui existent ou peuvent idéologie de l'économie-monde capitaliste.

Beaucoup des contestataires de 1968, certes, ont formulé leurs professions de foi dans un discours maoïste, ou dans quelque autre variante de marxisme, mais cela ne les a pas empêchés de verser dans la grande soupière libérale, pour les rejeter, aussi bien le marxisme soviétique officiel que les grands partis communistes du monde industrialisé. Et quand, dans la période suivante, les éléments représentatifs de l'idéologie la plus «conservatrice» ont entrepris de répondre aux contestataires de 1968, ils se sont attribués à eux-mêmes l'étiquette de «néo-libéraux».

Rendant compte, récemment, du dernier livre de Leszek Kolakowski, le *Publisher's Weekly* résumait sa pensée de la façon suivante : «Qu'on prône le "conservatisme", le libéralisme" ou le "socialisme", ces prises de positions désormais ne s'excluent plus mutuellement<sup>47</sup>». Si l'on suit notre analyse, il faudrait se demander si, en vérité, il a jamais existé un moment où ces idéologies s'excluaient absolument. La nouveauté, ce n'est donc pas la confusion qui règne aux entours d'une grande idéologie libérale hégémonique, comme elle l'a toujours été dans l'économie-monde capitaliste des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. La nouveauté,

46. C'est en se reconstruisant autour du concept de développement national (bien sûr, «socialiste») que le léninisme a poursuivi une voie parallèle au wilsonianisme, qui représente le libéralisme officiel. Voir I. Wallerstein, *The Concept of National Development, 1917-1989 : Elegy and Requiem*, Xerox (à paraître).

47. Voir l'annonce faite dans *The New York Review of Books*, 7 March 1991, p. 20, citant le compte rendu de L. Kolakowski, *Modernity and Endless Trial*.

# DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,  
socialisme*

I. Wallerstein  
*Trois idéologies ou une seule ?*

c'est le fait que pour la première fois de son histoire cette idéologie dominante, le libéralisme, qui est au fond la même chose que la modernité, se trouve sérieusement remise en question. Aborder le débat actuel qui en découle, ou discuter pour savoir où cela nous mènera, dépasse les limites de cet article. Je suis d'avis, pour ma part, que l'idéologie du libéralisme, comme projet politique efficace, a aujourd'hui atteint ses limites, et qu'elle est en train de s'effrondrer sous l'effet de la crise structurelle de l'économie-monde capitaliste.

Ce qui, peut-être, ne représenterait pas la fin de toute idéologie. Mais dès lors qu'on n'est plus certain que le changement politique réel soit nécessaire, inévitable, et donc normal, on n'a plus à trouver un mode d'action défini à partir de cette croyance. Nous entrons dans une période de transition, susceptible de s'étendre sur une cinquantaine d'années, qu'on pourrait décrire comme une «bifurcation» majeure (au sens que Prigogine donne à ce terme), dont l'issue est imprévisible : comme l'est la vision du monde du ou des nouveaux systèmes historiques à surgir sur les décombres du nôtre. Nous ne savons donc ni quelles sortes d'idéologies pourront y naître, combien il y en aura, ni même s'il y en aura.